



ECNi : crash-test national, les étudiants remontés et inquiets !

Les premières épreuves blanches de la version informatisée des Epreuves Classantes Nationales (ECN) se déroulent depuis ce lundi 7 décembre dans les UFR de médecine de France. Initialement prévue pour ajuster les derniers dysfonctionnements de la plateforme qui accueillera l'épreuve en juin 2016, la répétition générale s'est transformée en déroute généralisée.

Inlassablement, les étudiants en médecine alertent leurs tutelles sur les enjeux et les risques d'une informatisation des ECN. Parce qu'elles déterminent la spécialité et la ville de formation des futurs internes, parce que leur préparation implique un investissement personnel considérable pendant trois années, les ECN n'ont rien d'un examen traditionnel. Les objectifs initiaux d'une informatisation, qui visaient à rendre les épreuves plus justes et plus proches de la réalité clinique, ont été depuis longtemps oubliés. **L'acharnement des administrations centrales pour garantir l'immobilisme a payé : hier évalués sur leur capacité à générer des mots-clés, les étudiants en médecine le seront demain sur leur habileté à remplir des QCM.**

Résignés à subir une orientation basée sur des modalités hautement contestables, les étudiants en médecine n'attendaient plus qu'une chose de leurs tutelles : la garantie d'une épreuve sans accroc. Les promesses grandiloquentes répétées à l'envi depuis bientôt 2 ans n'ont pas suffi : faute d'un investissement financier et humain à la hauteur de l'enjeu, les premières épreuves tests des ECNi ont tourné au fiasco. Ralentissement des tablettes numériques, bugs en série, annulation des épreuves : à ceux qui se gargarisaient d'une organisation millimétrée, l'épreuve des faits a rappelé que l'optimisme n'est pas un gage de réussite. **Les étudiants, transformés bien malgré eux en cobayes d'ingénieurs apprentis-sorciers du numérique, n'ont jamais failli : malgré les heures d'attente, malgré les annulations à répétition, ils ont continué à se mobiliser pour assister aux épreuves et participer à l'amélioration d'une plateforme minable en l'état.**

Après un premier test régional qui avait montré toutes les failles du système, l'ANEMF avait exhorté le Centre National de Gestion (CNG), organisateur de l'épreuve, à tout mettre en œuvre pour adapter les capacités de ses serveurs. Les prestataires concernés ne l'auront finalement fait que dans l'urgence, après l'annulation de la première journée d'épreuve. La plateforme, elle, n'aura même pas fait illusion : annoncée comme de haute technologie, elle s'est en fait révélée médiocre. L'obligation de résultats qui incombe aux prestataires sélectionnés semble s'être transformée en promesse d'incompétence : l'ANEMF appelle le CNG à en tirer toutes les conséquences. **Si des prestataires rémunérés pour leurs interventions ont failli, ils doivent en assumer la responsabilité, et être remplacés. En se fendant d'une note optimiste à l'excès dès mardi soir, le CNG donne l'impression de n'avoir pas pris la mesure de l'échec et de la perte de confiance qu'il a engendré : les étudiants n'accepteront pas que l'épreuve blanche de mars soit un remake de celle de décembre.**

Quand ils exprimaient leurs craintes, on expliquait aux étudiants en médecine qu'ils n'étaient pas suffisamment ambitieux. Quand ils s'inquiétaient des dysfonctionnements, on leur reprochait d'agiter le chiffon rouge. Quand ils demandaient des investissements à la hauteur de l'enjeu, on leur expliquait que l'argent n'était pas un problème. **Nos soupçons d'hier sont devenus les vérités d'aujourd'hui : inconséquents et désengagés, les ministères de tutelle ont promis la lune avant d'en offrir les miettes.**

L'ANEMF, et les 9000 étudiants de la promotion ECNi avec elle, demande à être reçue dans les plus brefs délais par Marisol TOURAINE et Thierry MANDON sur ce sujet. Elle exige qu'une enveloppe budgétaire d'urgence soit libérée pour renforcer les équipes techniques du CNG et garantir la qualité de la plateforme d'examen. Pour réussir l'informatisation des ECNi, les décideurs doivent prendre la mesure du défi qui s'annonce. Inquiets pour leur avenir, les étudiants en médecine se tiennent prêts à la mobilisation.

Pour l'ANEMF,
Sébastien Foucher, Président